



AMBASSADE DE SUISSE
AU JAPON

ca	GEHN				c/a
Date	15.5				
Vice	of				
Ref.	a. 277. (Sucher)				

Tokyo, le 8 mai 1972

Réf.: 051.11 - BU/eb

ad. a.211. - HD/mü

Division des affaires politiques
du Département politique fédéral

B e r n e

SECRETE

Monsieur l'Ambassadeur,

J'accuse réception de votre lettre du 24 avril 1972 concernant mon enlèvement au Brésil et suis désolé que cette affaire risque d'avoir encore des conséquences pour des personnes absolument innocentes.

La question que M. Roch soulève ne m'est pas inconnue. En effet, un des ravisseurs m'a approché un jour (il est presque impossible de se souvenir "quand" dans la monotonie d'une détention mais je dirais: environ vers la "mi-temps") pour me dire que l'homme de confiance de M. Feller avec qui les Guerilleros avaient eu une conversation téléphonique (s'agirait-il de M. Ammann?) leur aurait demandé si le paiement de Cr\$ 500'000.-- permettrait éventuellement ma libération. Il aurait ajouté qu'il serait possible de trouver ces fonds sans difficultés auprès d'industriels suisses au Brésil. Aucun nom n'a été mentionné et les ravisseurs n'avaient pas l'air d'être intéressés. Quelques jours plus tard (un, deux ou trois jours), ils paraissaient avoir eu une nouvelle conversation téléphonique avec l'"homme de confiance de M. Feller". Cette fois-ci, la proposition aurait été beaucoup plus précise et la personne en question aurait même demandé un rendez-vous aux ravisseurs pour le lendemain. Ces derniers semblaient soudainement intéressés à la proposition financière à condition que celle-ci soit doublée et que la libération des 70 prisonniers ait quand même lieu.

Cette "initiative" que je considérais comme très dangereuse m'a mis très mal à l'aise. Si, en effet, les autorités brésiliennes s'étaient aperçues que des contacts secrets avaient lieu entre l'ambassade et les Guerilleros, elles m'auraient peut-être laissé tomber. D'autre part, il y avait aussi un côté encourageant: pour le cas où les négociations avec le gouvernement devaient se montrer irréalisables,

il y avait peut-être une autre voie pour me sauver sans que les ravisseurs perdent trop la face. Néanmoins, j'ai fait tout ce que je pouvais pour empêcher ces contacts, étant persuadé que le gouvernement ferait tout son possible pour me sauver. Pourtant, on m'a forcé à traduire plusieurs longs documents du portugais en français pour organiser cette rencontre. J'ai dû y travailler une demie nuit. Mon premier message aurait dû être remis à l'agent de M. Feller dans une petite ruelle entre deux avenues à Gavéa, pas trop loin des habitations des Haegler et assez près aussi de la place où la police semblait me chercher. Sur la base de ce message, l'agent aurait dû prendre un taxi et se faire conduire dans une rue qui m'était inconnue. Depuis là, il aurait dû faire quelques centaines de mètres à pied avec un journal peu connu sous son bras. Une voiture se serait arrêtée alors à côté de lui avec mon second message. Il aurait dû le lire rapidement et entrer ensuite dans l'auto où on lui aurait immédiatement bandé les yeux. On l'aurait amené dans une cave pour lui donner mon troisième message. Après avoir lu le texte qui contenait entre autre la parole d'honneur des ravisseurs que l'agent ne courrait absolument aucun risque même si les négociations avec lui échouaient. Les yeux de nouveau bandés, il aurait ensuite voyagé dans une troisième voiture jusqu'à un appartement (évidemment, on ne m'avait pas donné l'adresse) pour rencontrer l'homme de contact des ravisseurs. Aucune instruction ne m'avait été donnée pour le retour.

Le lendemain soir, on me dit que le contact avec l'agent de M. Feller n'avait pas pu être établi. Les deux jours suivants non plus. On abandonna ensuite cette idée. J'ai demandé aux ravisseurs de me rendre les documents écrits de ma propre main pour qu'il n'y ait pas de possibilité que la police ou les autorités militaires s'en saisissent. On me répondit qu'ils avaient déjà été brûlés.

Après ma libération et dans l'état d'esprit dans lequel je me trouvais, je n'ai plus donné beaucoup d'importance à cette affaire. Néanmoins, dès ma première rencontre avec M. Feller, je lui ai demandé ce qui en était. Sa réponse a été courte et nette: "Je n'en sais absolument rien". Tant M. Feller que M. Roch, immédiatement après ma libération me traitaient comme un "invalidé mental"; ils n'auraient rien dit même s'ils en savaient quelque chose, en craignant que je puisse le répéter. Le lendemain, lorsqu'ils se sont aperçus que j'étais resté au moins aussi normal qu'eux-mêmes, je ne leur ai plus posé la question.

En revanche, j'ai demandé à Alex Haegler s'il en savait quelque chose. Sa réponse a été aussi claire que

- 3 -

celle de M. Feller: "Non". Même s'il était au courant, il n'aurait rien pu risquer qui aurait mis en danger sa situation et celle de sa famille (trois générations au Brésil). A ce moment-là, Alex Haegler était le président central de la Chambre de commerce suisse-brésilienne, donc la première personne que l'on aurait approchée et un excellent ami personnel à moi. En outre, j'avais réussi à gagner la sympathie d'une femme parmi les ravisseurs. Par son entremise j'ai pu envoyer des messages téléphoniques à Alex Haegler et à sa mère, Mme Eric Haegler; par la même voie, j'ai également reçu un message de leur part. Il était entendu qu'elle agirait contre la volonté de ses collègues ravisseurs pour me rendre des services et que moi, de mon côté, je ne mentionnerais jamais la présence d'une femme parmi les ravisseurs. Nous avons tenu les deux notre parole. Je vous prie donc de considérer ceci comme secret absolu.

Une autre piste pourrait amener également à la famille Haegler. J'avais d'excellentes relations avec le président de la Nestlé do Brazil à Sao Paulo. Or, Alex Haegler est le neveu de Mme Charles Abegg (voir lettre de M. Roch), veuve(?) de l'ancien président de la Nestlé à Vevey. Il pourrait donc avoir servi de boîte aux lettres dans cette affaire.

Il est également possible que des collaborateurs de bonne volonté (par exemple Dayer ou Ammann) aient pris des initiatives pour sonder le terrain et afin de ne rien laisser de côté pour sauver ma vie, et cela sans que M. Feller soit au courant. Il vaut mieux ne pas leur poser la question, à la famille Haegler non plus. Si M. Roch doit répondre au DOPS, il doit dire qu'il n'en sait rien et les Haegler non plus. Il vaudrait toutefois la peine de demander à la police de faire tout son possible pour que rien n'arrive à Eric Haegler, ses enfants et petits-enfants, et cela uniquement parce que Haegler avait reçu non seulement un mais de nombreux messages de la part des Guerilleros pendant mon enlèvement et parce que le DOPS paraît en avoir connaissance.

Sous le choc, j'avais oublié de nombreux détails sur ma période de détention dont celui que vous avez soulevé dans votre lettre. L'assassinat de M. Sallustro en Argentine a signifié un nouveau choc pour moi. Il a aussi réactivé ma mémoire et m'a donné de nouveaux cauchemars la nuit. Malgré ceci, je vous prie de continuer de me tenir au courant sur tout ce que vous apprendrez à cet égard. Lorsque tout sera vraiment terminé, je voudrais passer des vacances à Rio. Je sais que parmi les six ravisseurs le chef a été fusillé. Un autre d'entre eux probablement aussi. Deux paraissent

- 4 -

être pris, mais j'en ai pas la garantie. Les deux autres semblent encore être en liberté. Je crois que je pourrais en reconnaître un (peut-être même son nom); le second, je ne l'ai vu qu'une fois au moment de l'enlèvement et seulement de derrière.

Je vous supplie de considérer cette lettre comme strictement secrète et vous prie d'agrèer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

ll-Ruch

P.S. J'ai déjà eu l'occasion de vous dire que mes ravisseurs étaient en contact avec les Fellaghas du Moyen-Orient et avec la Corée du Nord. Il y a environ 300'000 Coréens extrémistes au Japon. Je viens de recevoir déjà deux lettres de menace anonymes. Elles ont été remises au ministère des affaires étrangères.

1